



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1174

Texte de la question

INSÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Costes, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Louis Costes. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Monsieur le ministre, les chiffres de la délinquance sont mauvais. Le nombre d'expulsions de clandestins s'effondre. Le sentiment d'insécurité est de plus en plus fort chez nos administrés ; il n'a d'ailleurs jamais été aussi fort.

Il ne se passe pas une semaine, voire un jour, sans que les médias, les télévisions montrent des actes d'une extrême violence ou de grand banditisme.

Aujourd'hui, les cambriolages en ville... *(Mmes les députées des groupes SRC, GDR, écologiste et RRDP entrent dans l'hémicycle. – Applaudissements prolongés de MM. les députés des groupes SRC, GDR, écologiste et RRDP, MM. les députés des groupes SRC, écologiste et RRDP se lèvent. – Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Plusieurs députés du groupe UMP . Vous faites ça pour les caméras !

M. Xavier Breton. C'est du cinéma !

M. Franck Gilard. C'est scandaleux !

M. le président. Si vous voulez bien vous asseoir, maintenant, chers collègues... *(MM. les députés des groupes SRC, GDR, écologiste et RRDP continuent d'applaudir. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI, dont de nombreux députés quittent l'hémicycle.)*

M. le président. Mes chers collègues, le chronomètre est arrêté, et M. Costes aura tout son temps pour poser sa question. Veuillez regagner vos places. *(Nouvelles exclamations.)* Je ne suis pas sûr que ce soit un bon dossier que vous défendez là, je vous le dis. *(Huées sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

M. le président. Veuillez vous asseoir, maintenant, s'il vous plaît.

M. le président. Bien entendu, monsieur Costes, j'ai arrêté le chronomètre. Vous avez la parole...

M. le président. Souhaitez-vous poser votre question ?... Vous avez deux secondes pour vous décider.

M. Jean-Louis Costes. Merci, monsieur le président, je reprends.

Il ne se passe pas une semaine, disais-je, sans que les médias, les télévisions rendent compte d'actes d'une extrême violence, voire d'actes de grand banditisme. Aujourd'hui, les cambriolages, que ce soit en zone rurale ou en zone urbaine, sont devenus un des fléaux de notre société.

Enfin, les signes envoyés par le Gouvernement aux délinquants eux-mêmes sont extrêmement négatifs, et je ne parle pas de la réforme pénale, qui, visiblement, est passée ce matin en conseil des ministres.

Un ministre de l'intérieur, monsieur Valls, ça ne court pas les plateaux de télévision pour faire de la communication, ça agit. Ce sont vos échecs à répétition qui font aujourd'hui le lit du Front national. Arrêtez, monsieur Valls, de jouer les pompiers pyromanes !

Alors ma question est simple, monsieur Valls : quand allez-vous passer de la gesticulation médiatique à l'action concrète pour résoudre les problèmes des Français et cette insécurité qui gangrène notre société ? Quand allez-vous enfin vous attaquer réellement aux voyous et aux délinquants ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Je vous remercie, monsieur le député, pour le sens de la nuance, comme dirait mon collègue Laurent Fabius, dont vos propos étaient empreints. Sur ces questions de sécurité, je ne cesse de le rappeler, il faut raison garder.

M. Yves Fromion. Il faut le dire aux victimes !

M. Manuel Valls, *ministre*. Je pourrais rappeler que l'explosion des cambriolages constatée depuis quatre ou cinq ans est imputable au gouvernement précédent.

M. Lucien Degauchy. Ce sont toujours les autres qui sont responsables !

M. Manuel Valls, *ministre*. Je pourrais parfaitement rappeler que les violences sur les personnes ne cessent d'augmenter depuis trente ans.

Face à ces problèmes, qui sont une réalité, l'augmentation des violences contre les personnes, notamment les femmes, l'augmentation et l'explosion du nombre de cambriolages, plutôt de s'invectiver et d'être dans la caricature comme vous l'étiez à l'instant, il faut agir.

J'étais hier en Lorraine, pour annoncer la mise en place d'une zone de sécurité prioritaire à Forbach. J'étais hier après-midi à Fameck, pour constater que la zone de sécurité prioritaire mise en place en zone gendarmerie donne des résultats tout à fait probants. Alors, monsieur le député, la seule chose que je vous demande, c'est de faire comme font tous les maires, de droite ou de gauche, qui agissent sur le terrain, en matière de prévention et de sécurité, avec la police municipale et la vidéoprotection, mais aussi en mettant l'accent sur la prévention. Nous travaillons ensemble. Dans les zones de sécurité prioritaire, c'est précisément un travail de grande qualité entre les préfets et les procureurs, entre les magistrats, la police et la gendarmerie, qui donne des résultats, et c'est comme ça que nous ferons reculer la délinquance, comme nous le faisons dans les zones de sécurité prioritaire. Je vous invite à rejoindre ce combat, cela vaut mieux que vos propos, et c'est sur le terrain que nous réussirons à faire reculer cette délinquance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Yves Fromion. C'est vous qui êtes polémique !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Costes](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1174

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 octobre 2013](#)